

Pour une réforme des rythmes réussie : retour sur l'exemple de l'école Gilbert DRU

Nous sommes à une période charnière de la réforme sur les rythmes. Le décret cadre a été publié et permet désormais à chacun des acteurs de positionner ses attentes et d'exprimer ses inquiétudes. Cette phase a déjà été vécue, en miniature, par tous ceux qui en 2009 ont contribué à la mise en place d'expérimentation sur le 4,5 jours à l'école Gilbert Dru. C'est pourquoi, il nous a semblé important de revenir sur ce « cas d'école ».

À l'origine de cette expérimentation, trois acteurs : l'adjoint à l'éducation, Yves FOURNEL, les enseignants de l'école et les parents d'élèves FCPE qui depuis des années réfléchissaient sur le sujet. Ce noyau de volonté a été essentiel à la mise en route du projet.

D'emblée, le choix a été fait d'œuvrer dans la concertation, avec une réunion hebdomadaire au démarrage du projet, avec la consultation des parents et la décision formellement prise en conseil d'école, avec enfin la recherche de partenaires solides et durables aux premiers rangs desquels l'inspection et le centre social du quartier qui ont vite rejoint le noyau initial. Cette qualité du lien qui s'est alors construite entre tous les acteurs est le premier enseignement et le premier apport de cette expérimentation. Elle seule nous permet d'ajuster en permanence le dispositif au plus près du terrain.

Dans la construction du projet, de nombreuses interrogations ont jailli, qui font curieusement écho aujourd'hui à celles remontées par les acteurs de 2013. En voici quelques-unes :

C'est trop court pour mettre en place le projet !

Oui, c'est vrai, nous avons souffert au début, avec beaucoup de temps et d'énergies dépensés par tous pour informer, imaginer, solliciter. Les enseignants, en particulier, n'ont pas compté leurs heures. Ce qui nous motivait alors, c'est le sentiment que cette urgence pouvait être un moteur à même de mobiliser la multitude d'acteurs, par ailleurs fort occupés. Il y avait une fenêtre de tir et nous n'étions pas sûrs de pouvoir la retrouver plus tard. De cette phase intense mais moti-

vante, il y aurait deux enseignements à tirer. D'abord, agir dans la confiance : tous les problèmes ne trouveront pas une solution tout de suite. On doit penser en terme de « work in progress » car les problèmes surviennent en cours de route et il serait illusoire de penser pouvoir tout régler au démarrage du projet. Ensuite, tout de même, penser à prendre en compte la réalité du temps de travail. Pourquoi ne pas proposer, par exemple, un décompte réel des heures supplémentaires.



Les enfants seront fatigués par l'absence de coupure et on va désorganiser le temps familial !

Nous n'avons pas traité à la légère ces critiques. Nous aurions pu, en nous référant aux travaux des chrono biologistes opposer l'intérêt supérieur de l'enfant. Non, tenant compte de la difficulté supplémentaire d'être dans un îlot à 4,5 jours au sein d'une ville organisée autour des 5 jours (ce qui ne sera plus le cas), nous avons pris contact auprès des CMP, du conservatoire, des centres sociaux MJC, pour les informer et pour négocier. Nous avons également admis la difficulté auprès des familles essayant ainsi de les embarquer comme volontaires dans le projet. Il y a là un autre enseignement : toute critique, tout problème doit être entendu : pas de passage en force ! Cette posture nous a ainsi conduit à offrir un temps de restauration le mercredi (merci la

mairie), à assurer le relais avec le centre social dans la foulée de ce temps de cantine, à ouvrir des créneaux d'accès plus large à l'école : les enfants peuvent venir en maternelle (resté à 4 jours) et en élémentaire à 13h30 et 14h15.

Les activités sur le temps de midi vont perturber les enfants !

Ce temps d'activités périscolaires a toute de suite été perçu comme le nœud du projet. Il a fallu naviguer entre plusieurs objectifs :

Éviter que ce temps soit perçu comme un « du », un service supplémentaire auquel tous les enfants auraient droit. Nous avons toujours voulu le présenter comme un temps au service du repos de l'enfant, un substitut à la situation idéale qui serait un repos serein au sein de la cellule familiale.

Mettre en place un projet d'animation cohérent permettant au centre social et ses animateurs de fonctionner sereinement. Ce fut un travail tout au long des deux dernières années, qui aujourd'hui seulement commence à aboutir de façon satisfaisante ! Nous avons réfléchi en terme de locaux pour finalement utiliser des espaces dans et en dehors de l'école (centre social, salle municipale). Nous avons réfléchi en terme de fréquence et durée des activités pour permettre aux animateurs de construire un projet qui ne soit pas que de la garderie, pour éviter un turnover trop important des intervenants devenus membres à part entière de la communauté éducative.

Il n'y a pas de bilan !

C'est exact, il n'y a pas de bilan et il n'y en aura probablement pas avant un certain temps. On pourrait se lamenter sur ce constat

mais en réalité, c'est assez logique. Aucun des acteurs du projet n'a entrepris cette démarche pour en juger du bien-fondé. Nous avons agi en étant convaincu de l'intérêt des buts que nous nous étions fixés ; et notre effort a porté sur la mise en œuvre uniquement. Aujourd'hui, alors que, chez nous, la situation s'est stabilisée, c'est aux acteurs intéressés par un bilan de monter ce bilan. Et c'est ce qui a commencé, en particulier avec la démarche d'évaluation menée en ce moment par Claire LÉCONTE (chercheur en chronobiologie).

Est-ce pour autant que nous ne pouvons pas nous arrêter et juger aujourd'hui du bien-fondé d'un passage au 4 jours et demi ?

Premier élément, aucun des acteurs engagés ne souhaite revenir en arrière. Nous craignons même que la généralisation des 4,5 jours vienne perturber notre dispositif. En réalité, l'habitude de

se lever le mercredi matin a été prise par tous et la question ne suscite plus guère de passion.

Deuxième élément, le ressenti des enseignants est favorable. Très favorable pour ce qui concerne la possibilité de travailler le mercredi matin, il l'est toutefois moins sur la disponibilité des enfants en fin de journée, en particulier sur les cycles 2, CP/CE1. Globalement donc les enseignants jugent les enfants plus sereins et apprécient de disposer de plus de temps pour assurer les apprentissages.

Enfin, sur le temps de midi, l'organisation des ateliers, avec une programmation au trimestre choisie par chaque enfant du cycle 3 (en cycle 2, la programmation est dirigée) est très bien ressentie, en particulier chez les enfants qui apprécient de pouvoir choisir leur activité dans l'école. Il y a toutefois, mais c'est plus une réalité lyonnaise, des problèmes liés à la qualité de l'encadrement sur le temps de cantine.

Mais ces éléments de bilan ne lais-

sent pas apparaître un des principaux acquis de l'expérience. Notre école, qui déjà mettait au centre de son projet éducatif « l'ouverture sur le quartier » n'est plus seulement un local municipal occupé par des enseignants, c'est devenu un outil de travail pour tous les acteurs éducatifs du quartier. C'est un espace d'échange et d'amélioration continue de l'éducation au service des enfants.

Chacun doit avoir à l'esprit que l'intérêt des 4,5 jours c'est à la fois les 4,5 jours mais aussi la démarche qui y mène, une démarche qui est un ferment de modification en profondeur des pratiques dans le sens d'une coéducation au quotidien. C'est pourquoi nous pensons que le ministre de l'EN a raison de commencer par cette réforme, véritable starter d'une véritable refondation de l'école

Julien DELAVERNE

Les 10 principes qui doivent conduire à réussir le passage au 4,5 jours

1. Former une seule équipe de travail au sein de chaque groupe scolaire associant les enseignants, l'Inspection, la mairie, les animateurs, les personnels « ville » et les représentants de parents d'élèves
2. Au niveau de chaque municipalité, lister les moyens et définir les budgets à la disposition de ces équipes de travail, accepter de les réajuster si nécessaire selon un processus clairement défini
3. Faire preuve de bienveillance envers chacun des acteurs, tous les traiter sur le même pied d'égalité
4. Laisser à cette équipe la plus grande latitude, y compris en terme d'horaire, pour organiser la semaine type selon les principes du décret. La principale erreur à ne pas commettre serait de tuer dans l'œuf toute la nécessaire et féconde dynamique de concertation en définissant un cadre trop rigide

5. Définir dès aujourd'hui un cadre d'organisation du projet : qui pilote, qui fait les comptes-rendus et vérifie que les actions mises en œuvre sont bien traitées, qui répond aux questions pour chaque sujet traité, quelle fréquence de réunions ?

6. Rechercher le consensus car chaque question posée révèle un pan du problème à traiter.

7. Accepter et apprécier l'idée que l'on va se tromper, que l'on va évoluer en cours de route, que ça sera long à mettre en place et que ça coûtera du temps.

8. Apporter des compensations aux acteurs pour le temps qui est consacré en plus à ce projet

9. Informer les « tiers » qui ne sont pas au cœur du projet : les parents non représentants, les autres écoles, la presse...

10. Organiser une fête d'école pour inaugurer ce projet car la joie et le plaisir de vivre ensemble doit être au centre du processus.